



Expertise comptable  
Commissariat aux comptes

**Union Départementale des  
Associations Familiales du Var  
15, rue Chaptal  
83956 La Garde cedex**

**RAPPORT SUR LES  
COMPTES ANNUELS AU  
31 DECEMBRE 2025**

**jb** audit conseil

56, rue Saint-Philippe - 06000 Nice

Tél : 04 93 86 50 86 - Fax : 04 93 86 09 86

Web : [www.jbaudit.com](http://www.jbaudit.com) - E-mail : [secretariat@jbaudit.com](mailto:secretariat@jbaudit.com)

Bureaux à Antibes, Beaulieu-sur-Mer, Cannes, Mouans-Sartoux, Nice



MEMBRE

**Réseau international  
d'experts indépendants**  
Présents en France et dans 50 pays



Expertise comptable  
Commissariat aux comptes

Union Départementale des  
Associations Familiales du Var  
15, rue Chaptal  
83956 La Garde cedex

## RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2025

*A l'assemblée générale ordinaire du 5 juin 2026 de l'UDAF sur 3 pages plus 25 pages d'annexes.*

### *Opinion*

En exécution de la mission renouvelée qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale du 8 juin 2019, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association UDAF relatifs à l'exercice de douze mois clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### *Fondement de l'opinion*

#### *Référentiel d'audit*

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### *Indépendance*

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévue par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaires aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

#### *Observation*

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application du règlement ANC n°2022-06, exposées au paragraphe « première application du règlement ANC 2022-06 », page 19 de l'annexe des comptes annuels « Changement des méthodes comptables ».

#### *Justification des appréciations*

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Nous nous sommes assurés que les principes comptables appliqués par l'UDAF ne donnent pas lieu à interprétation ; que les règles comptables propres aux associations et plus particulièrement celles concernant les activités dans le secteur sanitaire et social sont appliquées et plus particulièrement le règlement 2019-04 relatif aux activités sociales et médico-sociales ASMS.

La comptabilité de l'UDAF DU VAR est organisée dans le respect des normes qui lui sont applicables et notamment des règles régissant le plan comptable applicable à votre association, codifié au règlement ANC 2014-03 modifié, ainsi qu'au ANC 2018-06, modifiés comme il est indiqué ci-dessus par le règlement 2022-06.

Rapport général exercice clos le 31 décembre 2025 - Total bilan 5 388 156 €

**jb audit conseil**

56, rue Saint-Philippe - 06000 Nice

Tél : 04 93 86 50 86 - Fax : 04 93 86 09 86

Web : [www.jbaudit.com](http://www.jbaudit.com) - E-mail : [secretariat@jbaudit.com](mailto:secretariat@jbaudit.com)

Bureaux à Antibes, Beaulieu-sur-Mer, Cannes, Mouans-Sartoux, Nice



1/3

Réseau international  
d'experts indépendants  
Présents en France et dans 50 pays



Cette organisation a pour objet principal de rendre possible, par l'autorité départementale de tutelle finançant les activités soumises à tarification, le contrôle des résultats et leur affectation. ; des sections sous le contrôle des tiers financeurs, à savoir « le service de mandataire judiciaire à la protection des majeurs » et le « service délégué aux prestations familiales ».

L'ensemble des sections, dont il est question ci-dessus, sont ensuite consolidées en fin d'exercice et constituent la comptabilité générale de l'Association.

Cette consolidation fait l'objet de notre certification, cela après nous être assurés que la comptabilité de chaque section reflète l'activité du secteur concerné.

Les produits tel que les subventions ou les concours public sont attribués pour des actions ou des objectifs qui dépendent des sections ci-dessus et nous nous sommes assurés de leurs affectations conformes aux décisions des financeurs ; les charges, elles, sont affectées aux sections en fonction de l'engagement des dépenses propre à chacune des sections ; les charges communes sont réparties en fonction d'unités d'œuvre mis périodiquement à jour et leur choix ou la répartition qui en résulte n'appelle pas d'observations particulières de notre part.

Nous n'avons pas constaté d'événements ou de décisions ayant une incidence importante et non traduits dans les comptes, et nous nous sommes assuré qu'aucun élément significatif n'est constitué à partir d'estimations fondées sur des données subjectives.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

#### *Vérification des rapports et des autres documents adressés aux membres de l'association*

---

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les divers rapports présentés à l'AGO, ainsi que dans les autres documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels, les participations financières sont inscrites dans les immobilisations financières à l'actif du bilan.

#### *Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels*

---

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes, qui ont été préalablement examinés par la commission financière de l'association, ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration le 27 avril 2026, auquel nous avons assisté.

#### *Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels*

---

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives.

Rapport général exercice clos le 31 décembre 2025 - Total bilan 5 388 156 €



2/3



L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

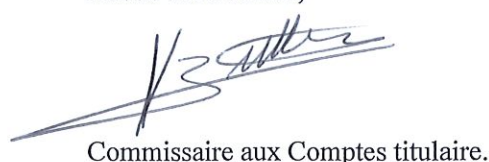
Fait à NICE, ce jour 21 mai 2026

Le responsable du dossier,  
Jean-Louis BOTTERO,



Commissaire aux Comptes.

Pour JB AUDIT CONSEIL,  
Xavier BOTTERO,



Commissaire aux Comptes titulaire.



# Sommaire

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

<i>Bilan Actif</i>	<i>1</i>
<i>Bilan Passif</i>	<i>2</i>
<i>Compte de Résultat 1/2</i>	<i>3</i>
<i>Compte de Résultat 2/2</i>	<i>4</i>
<i>Détail de l'Actif</i>	<i>5</i>
<i>Détail du Passif</i>	<i>7</i>
<i>Détail du Compte de Résultat</i>	<i>10</i>
<i>Annexes</i>	<i>14</i>
<i>Règles et méthodes comptables</i>	<i>15</i>
<i>Règles et méthodes comptables 2</i>	<i>23</i>
<i>Annexe bilan</i>	<i>25</i>
<i>Annexe bilan</i>	<i>26</i>
<i>Annexe au bilan</i>	<i>27</i>
<i>Immobilisations</i>	<i>28</i>
<i>Amortissements</i>	<i>29</i>
<i>Créances et dettes</i>	<i>30</i>
<i>Tableau de suivi des fonds associatifs</i>	<i>31</i>
<i>Variation des fonds dédiés</i>	<i>32</i>
<i>Honoraires des commissaires aux comptes</i>	<i>33</i>

# Bilan Actif

Etat exprimé en euros Règlement ANC 2022-06		31/12/2025			31/12/2024
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	Frais d'établissement (I)				
	<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
	Frais de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires				
	Autres immobilisations incorporelles	137 589	136 499	1 090	4 535
	Imm. inc. en cours, avances et acomptes				
	<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
	Terrains				
	Constructions	62 948	63 045	(97)	9 753
	Installations techniques, mat. et outillage indus.				
	Autres immobilisations corporelles	843 424	728 959	114 466	122 882
	Imm. corp. en cours, avances et acomptes				
	<b>BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES</b>				
	<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)</b>				
	Participations	1 800 000		1 800 000	1 800 000
	Titres imm. de l'activité de portefeuille				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts	2 479		2 479	2 479
	Autres immobilisations financières	1 767		1 767	1 767
<b>TOTAL (II)</b>		<b>2 848 208</b>	<b>928 503</b>	<b>1 919 706</b>	<b>1 941 416</b>
ACTIF CIRCULANT	<b>STOCKS ET EN-COURS</b>				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production				
	Produits finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes	3 975		3 975	(103)
	<b>CREANCES (2)</b>				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	374 379	14 309	360 070	262 441
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	1 516 462		1 516 462	675 364
	Charges constatées d'avance	69 893		69 893	72 508
	<b>Valeurs mobilières de placement</b>				
	<b>Instruments financiers et jetons détenus</b>				
	<b>Disponibilités</b>	1 518 051		1 518 051	1 200 392
<b>TOTAL (III)</b>		<b>3 482 759</b>	<b>14 309</b>	<b>3 468 451</b>	<b>2 210 602</b>
COMPTES DE REGULARISATION	Frais d'émission des emprunts (IV)				
	Primes de remboursement des emprunts (V)				
	Ecart de conversion et différences d'évaluation				
	Actif (VII)				
<b>TOTAL ACTIF (I à VII)</b>		<b>6 330 967</b>	<b>942 811</b>	<b>5 388 156</b>	<b>4 152 018</b>

(1) dont immobilisations financières à moins d'un an

(2) dont créances à plus d'un an



# Bilan Passif

Etat exprimé en euros  
Règlement ANC 2022-06

31/12/2025

31/12/2024

FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	7 319	7 319
	Fonds propres complémentaires	149 533	149 533
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles	338 692	466 193
	Réserves pour projet de l'entité		
Fonds reportés et dédiés	Autres		
	Report à nouveau	1 059 035	974 950
	Report à nouveau sous contrôle de tiers financeurs	(31 821)	(24 067)
	Excédent ou déficit de l'exercice	(89 947)	(51 170)
	Total des fonds propres (situation nette)	1 432 811	1 522 759
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds propres		
	Total des fonds propres	1 432 811	1 522 759
Provisions	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation	55 156	76 081
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	Fonds dédiés sur concours publics		
DETTE (1)	Total des fonds reportés et dédiés	55 156	76 081
	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges	571 505	532 880
	Total des provisions	571 505	532 880
	DETTE FINANCIERE		
DETTE (1)	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit	676 345	300 416
	Emprunts et dettes financières divers (2)	4 118	21 999
	Instruments financiers à terme		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTE D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	125 251	109 529
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	911 867	876 698
DETTE (1)	DETTE DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	1 611 103	711 657
	Produits constatés d'avance (1)		
	Total des dettes	3 328 683	2 020 298
Ecarts de conversion et différences d'évaluation - Passif			
TOTAL PASSIF		5 388 156	4 152 018
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		(89 947,32)	(51 170,01)
(1) Dont à moins d'un an (hors avances et acomptes reçus sur commandes en cours)		3 328 683	2 020 298
(2) Dont emprunts participatifs			

# Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros  
Règlement ANC 2022-06

31/12/2025

31/12/2024

		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations		
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	986 914	371 615
	dont parrainages		33 708
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions	4 474 623	5 015 814
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		31 637
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions	1 072	67 499
	Utilisations des fonds dédiés	30 117	49 910
	Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		
	Autres produits	9 931	4 712
Total des produits d'exploitation		5 502 657	5 541 187
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes	887 875	850 819
	Aides financières	30 664	29 559
	Impôts, taxes et versements assimilés	366 677	381 364
	Salaires	3 156 204	3 133 696
	Cotisations sociales	1 179 251	1 242 070
	Dotation aux amortissements et dépréciations	34 973	44 001
	Dotation aux provisions	38 625	5 687
	Reports en fonds dédiés	9 192	70 366
	Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées		
	Autres charges	9 466	1 004
Total des charges d'exploitation		5 712 927	5 758 566
RESULTAT D'EXPLOITATION		(210 271)	(217 380)



# Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros  
Règlement ANC 2022-06

31/12/2025

31/12/2024

RESULTAT D'EXPLOITATION		(210 271)	(217 380)
PRODUITS FINANCIERS	De participation	120 277	106 334
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	47	72
	Reprises sur dépréciations et provisions		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de v.m.p. et d'instruments de trésorerie		
	Produits des immobilisations financières cédées		
Total des produits financiers		120 324	106 406
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées		33
	Différences négatives de change		
	Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
	Charges nettes sur cessions de v.m.p. et d'instruments de trésorerie		
Total des charges financières			33
RESULTAT FINANCIER		120 323	106 373
RESULTAT COURANT avant impôts		(89 947)	(111 006)
	Produits exceptionnels		73 954
	Charges exceptionnelles		14 117
RESULTAT EXCEPTIONNEL			59 836
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices			
TOTAL DES PRODUITS		5 622 980	5 721 546
TOTAL DES CHARGES		5 712 928	5 772 716
EXCEDENT ou DEFICIT		(89 947)	(51 170)
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat		44 846	35 376
TOTAL		44 846	35 376
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations			
Personnel bénévole		44 846	35 376
TOTAL		44 846	35 376




## Etats financiers au 31/12/2025

### Annexes





# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Annexe au bilan avant répartition qui présente les caractéristiques suivantes :

- Le bilan de l'exercice présente un total de **5 388 156** euros
- Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche :
  - un total produits de **5 622 980** euros
  - un total charges de **5 712 928** euros
  - dégage un résultat de **-89 947** euros

L'exercice considéré :

- débute le **01/01/2025**
- finit le **31/12/2025**
- et a une durée de **12** mois.

Les notes (ou tableaux ) ci-après, font partie intégrante des Comptes Annuels.

Ces comptes annuels sont établis par le dirigeant de **Asso UDAF** avec le concours du cabinet qui intervient dans le cadre de sa mission de **Présentation des Comptes Annuels** qui lui a été confiée.

# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

## PRESENTATION DE L'ASSOCIATION

L'UDAF du Var est une Association Loi 1901 qui relève du Code de l'Action Sociale et des familles.

Constituée le 7 mars 1946, cette association a fait l'objet d'une déclaration en sous-préfecture de Toulon le 12 avril 1946 publiée au JO.

Conformément à l'article L211-7 de ce même Code, les statuts de l'UDAF du Var ont été agréés par l'UNAF (Union Nationale des Associations Familiales). Par cet agrément, l'association UDAF du Var jouit de plein droit de la reconnaissance d'établissement d'utilité publique.

## AGREMENTS DE L'ASSOCIATION

### **Service de mandataire judiciaire à la protection des majeurs (PJM)**

Aux termes d'un arrêté rendu le 22 novembre 2011 par la Direction départementale de la cohésion sociale du Var, l'autorisation visée à l'article L 313-1 du code de l'action sociale et des familles a été accordée à l'Union Départementale des Associations Familiales du Var, pour la régularisation d'un service mandataire judiciaire à la protection des majeurs, situé 15 rue Chaptal 83956 La Garde Cedex destiné à exercer des mesures de protection des majeurs au titre du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice ou au titre de la curatelle, de la tutelle et/ou de la mesure d'accompagnement judiciaire, dans les ressorts des tribunaux d'instance de l'ensemble du département du Var.

Ce service est répertorié dans le Fichier National des Etablissements Sanitaires et Sociaux (FINESS).

L'autorisation a été délivrée pour 15 ans. Son renouvellement est subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L. 312-8 du code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues par l'article L. 313-5 du même code.

Cette autorisation ne peut être cédée sans l'accord de l'autorité compétente concernée.

### **Service délégué aux prestations familiales (DPF)**

Aux termes d'un arrêté rendu le 22 novembre 2011 par la Direction départementale de la cohésion sociale du Var, l'autorisation visée à l'article L 313-1 du code de l'action sociale et des familles a été accordée à l'Union Départementale des Associations

Familiales du Var, pour la régularisation d'un service délégué aux prestations familiales situé 15 rue Chaptal 83956 La Garde Cedex, destiné à exercer des mesures judiciaires d'aide à la gestion du budget familial, dans les ressorts des tribunaux d'instance de l'ensemble du département du Var.

Ce service est répertorié dans le Fichier National des Etablissements Sanitaires et Sociaux (FINESS).

L'autorisation a été délivrée pour 15 ans. Son renouvellement est subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L. 312-8 du code de l'action sociale et des familles,



# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

dans les conditions prévues par l'article L. 313-5 du même code.  
Cette autorisation ne peut être cédée sans l'accord de l'autorité compétente concernée.

## Association de consommateurs

L'UNAF et les UDAF sont reconnues comme association de consommateurs depuis 1988.  
L'UDAF du Var bénéficie de cet agrément.

## Agrément Education Nationale

Par arrêté du ministre de l'Éducation Nationale, de la Jeunesse et de la Vie Associative, en date du 24 janvier 2012, l'UNAF et les UDAF sont considérées comme association éducatives complémentaires de l'enseignement public » (article D.551-1 du code de l'éducation), c'est-à-dire apportant leur concours à l'enseignement public pour :

- Des interventions pendant le temps scolaire en appui aux activités d'enseignement conduites par les Etablissements
- L'organisation d'activités éducatives complémentaires en dehors du temps scolaire
- La contribution au développement de la recherche pédagogique, à la formation des équipes pédagogiques et des autres membres de la communauté éducative

La validité de l'agrément est de 5 ans.

## Inscriptions sur les listes dressées par les Juridictions

**2004** - Inscription sur la liste des mandataires prévue par la loi sur le traitement des situations de surendettement des particuliers de l'article L332-6 du Code de la Consommation

**2014** - Inscription sur la liste destinée à l'information et au soutien des personnes appelées à exercer ou exerçant une mesure de protection juridique des majeurs en application de l'article 449 du Code civil (TGI de Toulon)

**2016** - Inscription sur la liste destinée à l'information et au soutien des personnes appelées à exercer ou exerçant une mesure de protection juridique des majeurs en application de l'article 449 du Code civil (TGI de Draguignan)

## FAITS CARACTERISTIQUES

Cette année, les interventions des bénévoles ont été valorisés et comptabilisés pour un montant de 44 846.25 €. Ce montant correspond aux heures réalisées et valorisées à 11,88 € brut de l'heures majorées de 47,27 % de cotisations sociales.

## Conventions d'objectifs

L'UDAF du Var a signé une convention pluriannuelle dite « Convention d'objectifs

# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

2022-2026» avec l'UNAF.

Les actions conventionnelles entrant dans la convention d'objectifs contribuent à la réalisation des missions générales décrites à l'article L211-3 du Code de l'action sociale et des familles.

Les trois actions proposées par l'UDAF du Var sont exposées comme suit :

Action 1 : Acoompagner le développement d'actions de répit parental

Action 2 : Habitat inclusif - Habitat Accompagné Partagé et Inséré dans la vie locale

Action 3 : Accompagnement budgétaire

## Résultats sous contrôle financeurs

Les activités des services des majeurs protégés et MJAGBF font obligatoirement l'objet d'un examen annuel par l'autorité de tarification. Il appartient également à cette autorité d'affecter le résultat de ces services.

A la date de l'élaboration des comptes annuels 2025, les examens des comptes administratifs de l'exercice 2024 ne nous sont pas parvenus. En sorte que le résultat 2024 a été affecté dans un compte « Résultat en attente d'affectation »

## Engagement en matière de pensions et retraites

Des engagements en matière d'indemnités de départ en retraite résultent de la convention collective applicable. L'association ne verse pas de cotisations à un organisme extérieur pour se couvrir des charges futures.

Les indemnités acquises pour l'ensemble des salariés présents à la date de clôture de l'exercice s'élèvent à 571 505.43 euros. La totalité de cet engagement fait l'objet d'une provision dans les comptes clos au 31 décembre 2025.

## Informations générales complémentaires

### Informations à caractère fiscal :

L'UDAF du Var est exonérée des impôts commerciaux compte tenu de ses activités d'utilité sociale et des conditions dans lesquelles ces dernières sont exercées.

L'UDAF du Var est inscrite sur la liste préfectorale prévue à l'article L471-2 du Code de l'action sociale et des familles. En conséquence, conformément à l'article 261 du Code général des Impôts, les prestations de services réalisées pour l'activité de Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs sont exonérées de TVA.

Pour ses autres services, l'Association est également exonérée de TVA, car elle remplit l'ensemble des critères de non-lucrativité.

### Avoirs des Majeurs Protégés :

Les avoirs des Majeurs Protégés ne sont pas intégrés dans les comptes de l'Association, chacun d'eux disposant d'un compte bancaire ouvert à son nom voire titulaire personnellement des comptes financiers dont il est propriétaire.

### Opérations pour le compte de tiers :

Les opérations traitées par l'Association pour le compte de tiers en qualité de mandataire sont comptabilisées dans un compte de tiers. Seule la rémunération de l'Association est comptabilisée dans le résultat.



# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

## REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels sont établis suivants les normes, principes et méthodes comptables résultant de la réglementation et notamment ceux issus :

- de l'avis du 17 Avril 1986 du Conseil National de la comptabilité relatif au plan comptable des établissements sanitaires et sociaux publics et privés à but non lucratif.
- de l'avis du 17 décembre 1998 du Conseil National de la comptabilité relatif au plan comptable des associations, fondations et aux modalités d'établissement des comptes annuels.
- de l'arrêté du 08 Avril 1999 portant homologation du règlement du 16 Février 1999 du comité de réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations.
- du décret du 22 octobre 2003 relatif la gestion budgétaire, comptable et financière des établissements mentionnés à l'article L312-1 du code de l'action sociale et des familles, et à l'article L6111-2 du code de la santé publique.
- de l'arrêté du 14 novembre 2003 relatif au plan comptable applicable aux établissements privés sociaux et médico-sociaux relevant de l'article L312-1 du code de l'action sociale et des familles.
- de l'avis du Conseil National de la Comptabilité n° 2007-05 du 04/05/2007.
- des ANC 2014-03 et ANC 2018-06
- de l'ANC 2019-04 du 08/11/2019
- de l'ANC 2022-06

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence conformément aux hypothèses de bases suivantes :

- continuité d'exploitation
- indépendance des exercices.

La méthode retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est celle des coûts historiques.

Un changement dans les méthodes de présentation a été apporté afin de tenir compte de la modification du PCG suite au règlement ANC 2022-06 applicable aux exercices ouverts à compter du 01/01/2025.

### Première application du règlement ANC 2022-06

À compter de l'exercice ouvert le 01/01/2025, la société, l'entité, l'association, le fonds de dotation

# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

...applique le règlement ANC 2022-06 relatif à la modernisation des états financiers.

Conformément aux dispositions de l'article 27 du règlement, cette première application est mise en oeuvre de manière prospective. Elle constitue un changement de réglementation ayant une incidence sur la présentation des comptes annuels de l'exercice.

Les paragraphes ci-après présentent les informations pertinentes et nécessaires à la compréhension des changements induits.

## Modifications de présentation opérées sur la colonne N-1

Pour se conformer aux nouveaux modèles de présentation, les reclassements suivants ont été effectués dans la présentation des données de l'exercice précédent :

- Les avances et acomptes sur immobilisations sont dorénavant agrégés dans le poste Immobilisations en cours, avances et acomptes ;
- Les charges constatées d'avance sont classées parmi les créances et les produits constatés d'avance parmi les dettes ;
- Les transferts de charges sont reclassés sur les postes relatifs aux reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements) ;
- Les produits et charges exceptionnels sont regroupés sur deux nouvelles lignes Produits exceptionnels et Charges exceptionnelles.

## Changement de méthode sur les principaux postes concernés de l'exercice N

Reclassification d'éléments auparavant présentés en résultat exceptionnel

Les quotes-parts de subvention virées au compte de résultat, les produits de cession d'immobilisations et les valeurs nettes comptables des immobilisations cédées réalisées au cours de l'exercice figurent désormais dans le résultat courant, alors qu'elles auraient été enregistrées en résultat exceptionnel avant l'application du règlement.

## Suppression de la technique de transferts de charges

Le règlement ANC 2022-06 supprime les comptes de transferts de charges. Les opérations qui y étaient auparavant enregistrées sont désormais :

- Soit reclassées en Production vendue, si elles correspondent à de la refacturation ;
- Soit imputées en diminution des charges concernées ;
- Soit comptabilisées en Autres produits d'exploitation pour celles représentatives de remboursements d'assurance.

## Reclassement de la dotation aux amortissements des frais d'émission

Conformément aux nouvelles règles de présentation, la dotation aux amortissements des frais d'émission d'emprunt est désormais enregistrée dans le résultat financier (antérieurement, cette dotation était classée en résultat d'exploitation).



# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

## RECAPITULATF DES RESULTATS DES ETABLISSEMENTS

UDAF Institution : - 59 510

UDAF DPF : - 24 978

UDAF PJM : - 35 056

UDAF FG : + 29 597

Total Consolidé : - 89 947

Tableau art 153-2 de l'ANC 2019-04

Tableau de détermination du résultat effectif global de l'entité	EXERCICE N	EXERCICE N-1
Résultat Comptable	- 89 947	- 51 170
Dont résultat effectif sous gestion propre	- 29 913	- 77 760
Dont résultat effectif sous gestion contrôlée	- 60 034	+ 26 590

## RELEVÉ DES DETTES ET CRÉANCES INTER ETABLISSEMENTS

Créances de l'institution :

- Dossier : PJM : 0

- Dossier : FG : 0

Dettes de l'institution :



# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

- Dossier : DPF : 340 953

## PARTICIPATIONS FINANCIERES

Il est inscrit à l'actif de l'association des participations financières pour un montant de 1 800 000 euros représentant plus de 99% de détention de capital de la SCI UNION DES FAMILLES. Cette SCI est propriétaire des locaux du siège à La Garde, locaux principaux pour le fonctionnement de l'association. Cette participation a permis à l'association de percevoir des dividendes sur l'exercice 2025 pour un montant de 217 180 euros au titre des exercices 2022 et 2024.



# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **5 388 156 euros**.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **5 622 980 euros** et un total **charges** de **5 712 928 euros**, dégageant ainsi un **résultat** de **-89 947 euros**.

L'exercice considéré débute le **01/01/2025** et finit le **31/12/2025**.  
Il a une durée de **12 mois**.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du règlement 2022-06 de l'Autorité des Normes Comptables homologué par arrêté ministériel du 26 décembre 2023, modifiant le règlement 2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables relatif au Plan Comptable Général.

## Immobilisations

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) minoré des remises, rabais et escomptes obtenus.

## Amortissements

Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire ou dégressif (fiscal) en fonction de la durée normale d'utilisation du bien.

- Immobilisations non décomposables : conformément aux mesures de simplifications pour les PME, ces immobilisations sont amorties sur la durée d'usage fiscalement admise.
- Immobilisations décomposables : si les éléments d'un actif ont des durées d'utilisations différentes, chaque élément est comptabilisé séparément et un plan d'amortissement propre à chacun est retenu.

# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

La dépréciation des immobilisations est évaluée par l'entité à chaque clôture, au moyen de test de dépréciation effectué dès qu'existe un indice de perte de valeur.

## Stocks et en cours

Les matières et marchandises ont été évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les produits en cours de production ont été évalués à leur coût de production.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure.

## Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

## Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

## Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.



## Etat de l'actif immobilisé

Etat exprimé en euros	Déb d'exercice	Augmentations		Diminutions		31/12/2025
		Réévaluations	Acquisitions	Virt p. à p.	Cessions - H.S.	
Total immobilisations incorporelles	137 589					137 589
Total immobilisations corporelles	893 110		18 747		5 485	906 373
Total immobilisations financières	1 804 246		2 642		2 642	1 804 246
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>2 834 946</b>		<b>21 390</b>		<b>8 127</b>	<b>2 848 208</b>

## Etat des amortissements

Etat exprimé en euros	SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE			
	Début d'exercice	Augmentation	Diminution	31/12/2025
Total immobilisations incorporelles	133 055	3 444		136 499
Total immobilisations corporelles	760 475	31 528		792 004
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>893 530</b>	<b>34 973</b>		<b>928 503</b>

## Etat des biens vivants et en-cours de production des biens agricoles

Etat exprimé en euros	Valeur nette au bilan		Variation	Effectif		Variation
	31/12/2025	31/12/2024		Début	Fin	
<b>Biens vivants (cycle long)</b>						
Animaux (actif immobilisé)						
Animaux						
Végétaux (actif immobilisé)						
Avances aux cultures						
Autres végétaux						
Vins et alcools en-cours						
Autres en-cours (biens et services)						
<b>TOTAL</b>						
<b>Biens vivants (cycle court)</b>						
Animaux						
Avances aux cultures						
Autres végétaux						
En-cours (biens et services)						
<b>TOTAL</b>						
<b>TOTAL GENERAL</b>						

## Créances

Etat exprimé en euros Règlement ANC 2022-06	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an
Actif immobilisé	1 804 246	1 804 246	
Actif circulant	1 890 840	1 890 840	
Charges constatées d'avances	69 893	69 893	
<b>TOTAL</b>	<b>3 764 980</b>	<b>3 764 980</b>	

## Dettes

Etat exprimé en euros Règlement ANC 2022-06	Montant brut	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
Dettes auprès des établissements de crédit	676 345	676 345		
Dettes financières diverses	4 118	4 118		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	125 251	125 251		
Dettes fiscales et sociales	911 867	911 867		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes	1 611 103	1 611 103		
Produits constatés d'avance	55 156	55 156		
<b>TOTAL</b>	<b>3 383 839</b>	<b>3 383 839</b>		

## Provisions inscrites au bilan

Etat exprimé en euros Règlement ANC 2022-06	Début d'exercice	Augmentation	Diminution	31/12/2025
Provisions règlementées				
Provisions pour risques et charges	532 880	1 000 675	962 050	571 505
Provisions pour dépréciation	15 381		1 072	14 309
<b>TOTAL</b>	<b>548 261</b>	<b>1 000 675</b>	<b>963 122</b>	<b>585 814</b>



## Annexe au Bilan

Etat exprimé en euros

Annexe au bilan avant répartition qui présente les caractéristiques suivantes :

- Le bilan de l'exercice présente un total de **5 388 156** euros
- Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche :
  - un total produits de **5 622 980** euros
  - un total charges de **5 712 928** euros
  - dégage un résultat de **-89 947** euros

L'exercice considéré :

- débute le **01/01/2025**
- finit le **31/12/2025**
- et a une durée de **12** mois.

Les notes (ou tableaux ) ci-après, font partie intégrante des Comptes Annuels.

Ces comptes annuels sont établis par le dirigeant de **Asso UDAF** avec le concours du cabinet qui intervient dans le cadre de sa mission de **Présentation des Comptes Annuels** qui lui a été confiée.

# Immobilisations

Etat exprimé en euros  
Règlement ANC 2022-06

Etat exprimé en euros Règlement ANC 2022-06		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2025
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Autres	137 589					137 589
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	137 589					137 589
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre						
	sur sol d'autrui	25 948					25 948
	instal. agencet aménagement	37 000					37 000
	Instal technique, matériel outillage industriels			4 010		4 010	
	Instal., agencement, aménagement divers	196 513		7 508		1 475	202 546
	Matériel de transport						
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	633 648		7 230			640 878
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours						
Avances et acomptes							
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		893 110		18 747		5 485	906 373
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES							
FINANCIERES	Participations	1 800 000					1 800 000
	Créances rattachées à des participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières	4 246		2 642		2 642	4 246
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	1 804 246		2 642		2 642	1 804 246
TOTAL		2 834 946		21 390		8 127	2 848 208



## Amortissements

Etat exprimé en euros

	Durée ou taux	Mode d' amts	Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2025
				Dotations	Diminutions	
<b>INCORPORELLES</b>	Frais d'établissement et de développement					
	Donations temporaires d'usufruit					
	Autres		133 055	3 444		136 499
	<b>TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>		<b>133 055</b>	<b>3 444</b>		<b>136 499</b>
<b>CORPORELLES</b>	Terrains					
	Constructions sur sol propre					
	sur sol d'autrui		17 912	4 458		22 371
	instal. agencement aménagement		35 283	5 391		40 674
	Instal technique, matériel outillage industriels					
	Autres Instal., agencement, aménagement divers		122 895	1 503		124 398
	Matériel de transport					
	Matériel de bureau, mobilier		584 385	20 175		604 561
	Emballages récupérables et divers					
	<b>TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>		<b>760 475</b>	<b>31 528</b>		<b>792 004</b>
<b>TOTAL</b>			<b>893 530</b>	<b>34 973</b>		<b>928 503</b>

## Créances et Dettes

Etat exprimé en euros  
Règlement ANC 2022-06

		31/12/2025	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts	2 479		2 479
	Autres immobilisations financières	1 767		1 767
	Clients, usagers douteux ou litigieux	14 309	14 309	
	Autres créances clients, usagers	360 070	360 070	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	36 225	36 225	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	30 503	30 503	
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	1	1	
	Confédération, fédération, union, entités affiliées			
	Créances reçues par legs ou donations			
	Débiteurs divers	1 449 732	1 449 732	
	Charges constatées d'avance	69 893	69 893	
	<b>TOTAL DES CREANCES</b>	<b>1 964 980</b>	<b>1 960 734</b>	<b>4 246</b>
Prêts accordés en cours d'exercice		2 642		
Remboursements obtenus en cours d'exercice		2 642		
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2025	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine	676 345	676 345		
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine				
	Emprunts et dettes financières divers	4 118	4 118		
	Fournisseurs et comptes rattachés	125 251	125 251		
	Dettes des legs ou donations				
	Personnel et comptes rattachés	392 702	392 702		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	352 628	352 628		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	166 536	166 536		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Confédération, fédération, union, entités affiliées				
	Autres dettes	1 611 103	1 611 103		
	Dettes représentatives de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance				
	<b>TOTAL DES DETTES</b>	<b>3 328 683</b>	<b>3 328 683</b>		
Emprunts souscrits en cours d'exercice		39 166			
Emprunts remboursés en cours d'exercice		38 638			
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					



## Tableau de suivi des fonds associatifs

Libellé	Solde au début de l'exercice A	Augmentations B	Diminutions C	Solde à la fin de l'exercice D = A + B - C
<b>Fonds propres</b>				
- Valeur du patrimoine intégré	7 319			7 319
- Fonds statutaires				
- Apports sans droit de reprise	149 533			149 533
- Legs et donations avec contrepartie d'actif immobilisés				
- Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables				
Ecarts de réévaluation sur des biens sans droit de reprise				
Réserves statutaires				
Réserves pour investissements	160 416		85 195	75 222
Réserves de trésorerie	2 449	3 847		6 296
Autres réserves	303 328		46 153	257 175
Report à nouveau	974 950	52 264		1 027 214
Résultat de l'exercice	(51 170)		38 777	(89 947)
<b>Autres fonds associatifs</b>				
- Apports avec droit de reprise				
- Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisé				
- Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables				
Résultats sous contrôle des tiers financeurs	(24 067)		36 027	(60 094)
Ecarts de réévaluation sur des biens avec droit de reprise				
Subventions d'équipement				
Subventions d'investissement reçues avec obligation d'amort.				
Taxe d'apprentissage affectée aux équipements scolaires				
Autres subventions d'investissement				
Droits des propriétaires				
<b>TOTAL</b>	<b>1 522 759</b>	<b>56 111</b>	<b>206 152</b>	<b>1 372 717</b>

## Variation des Fonds Dédiés

	Fonds dédiés clôture 31/12/2024	Reports	Utilisations		Transferts	Fonds dédiés clôture 31/12/2025	
			Montant global	dont rembour- sements		Montant global	dont fds dédiés à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Etat exprimé en euros							
Contrib. fi. des autorités de tarification							
Subventions d'exploitation							
Usage responsable du numérique							
Espace parents en milieu scolaire	(1 407)						
Cf.état Subventions d'exploitation	(65 240)						
Extension du service Famille gouvernant	(2 653)						
Information et soutien au budget familial							
Familles gouvernantes	75 166 17 966		20 010			55 156	
Contributions financières d'autres org.							
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL	75 166 (51 334)		20 010			55 156	



# Honoraires des Commissaires aux Comptes

	Commissaire aux comptes 1				Commissaire aux comptes 2			
	31/12/2025	31/12/2024	%	%	31/12/2025	31/12/2024	%	%
Etat exprimé en euros Règlement ANC 2025-01								
<b>Honoraires des commissaires aux comptes certifiant les comptes</b>								
Honoraires afférents à la certification des comptes	16 633	16 318	100,00	100,00				
Honoraires afférents à la certification des informations en matière de durabilité (*)								
Honoraires afférents aux services autres que la certification des comptes et la certification des informations en matière de durabilité								
<b>Total</b>	<b>16 633</b>	<b>16 318</b>	<b>100,00</b>	<b>100,00</b>				

(\*) pour les missions prévues au II de l'article L.821-54 du code de commerce

<b>Honoraires des commissaires aux comptes (CAC) ne certifiant pas les comptes et des Organismes tiers indépendants (OTI) pour la certification des informations en matière de durabilité</b>								
Honoraires des commissaires aux comptes (CAC) ne certifiant pas les comptes et des Organismes tiers indépendants (OTI) pour la certification des informations en matière de durabilité (*)								

(\*) pour les missions prévues au II de l'article L.821-54 du code de commerce pour les commissaires aux comptes et à l'article L.822-24 du code de commerce pour les OTI »